

GROUPE MEDIA 6

EURONEXT - EUROLIST Compartiment C
ISIN : FR 00000 64 404

Société de Bourse : T.S.A.F.

RAPPORT FINANCIER

DE L'EXERCICE 2013/2014

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2014

(Normes IFRS)

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion joint au présent rapport financier, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Monsieur Bernard VASSEUR
Président du Conseil d'Administration

- I -

**RAPPORT DE GESTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 JANVIER 2015**
**RELATIF AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS
DU GROUPE MEDIA 6
ARRETTÉS AU 30 SEPTEMBRE 2014**

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées au cours de l'exercice de 12 mois clos le 30 septembre 2014, de vous exposer la situation financière du Groupe MEDIA 6 et de vous présenter ses comptes consolidés ainsi que les comptes annuels de MEDIA 6 SA, au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2014.

Les commissaires aux comptes vous présenteront leurs rapports sur ces mêmes comptes.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du Groupe MEDIA 6 au 30 septembre 2014 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables en 2014 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

1. Présentation de l'activité de l'exercice

1.1 Chiffre d'affaires

Au terme de l'exercice 2013/2014 le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 54,6 M€, en progression de 2,1% sur l'année précédente.

A périmètre comparable hors Chine, le chiffre d'affaires est en progression de 2,3%.

Sur l'ensemble de l'exercice, l'activité Chine a représenté 14,4% du chiffre d'affaires consolidé. Ce dernier se décompose de la manière suivante par pôle d'activités, étant entendu que le Groupe MEDIA 6 distingue deux secteurs d'activités :

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et agencement de mobilier commercial multi matériaux,
- Mèches et mèchiers.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Activités immobilières,
- Divers (s'il y a lieu).

Chiffre d'affaires consolidé (Valeurs en K€)

Secteurs d'activité	30/09/13	30/09/14	Variation	
			en valeur	en %
Production	45 600	46 379	779	1,7%
Services	16 160	16 362	202	1,3%
Elimination intersecteurs	(8 258)	(8 105)	153	(1,9%)
TOTAL	53 502	54 636	1 134	2,1%

Les données par secteurs géographiques ont évolué comme suit :

Chiffres d'affaires consolidés (Valeurs en K€)

Secteurs géographiques	30/09/13	30/09/14	Variation	
			en valeur	en %
France	40 826	41 928	1 102	2,7%
Europe (hors France)	4 866	4 829	(37)	(0,8%)
Reste du monde	7 810	7 879	69	0,9%
TOTAL	53 502	54 636	1 134	2,1%

1.2 Compte de résultat

Le compte de résultat du Groupe MEDIA 6 se présente comme suit :

Valeurs en K€

Désignations	30/09/13	30/09/14	Variations	
			valeur	%
Chiffre d'affaires	53 502	54 636	1 134	2,1%
Autres produits de l'activité	65	430	365	561,5%
Total Activité	53 567	55 066	1 499	2,8%
Résultat opérationnel courant	853	1 483	630	73,9%
Résultat opérationnel	605	(407)	(1 012)	(167,3%)
Coût de l'endettement financier net	(53)	(27)	26	(49,1%)
Autres produits et charges financiers	(64)	223	287	(448,4%)
Résultat avant impôt	488	(211)	(699)	(143,2%)
Impôt sur les sociétés	(215)	238	453	(210,7%)
Résultat net de l'ensemble consolidé	273	27	(246)	(90,1%)

Malgré un premier trimestre très défavorable constatant une chute brutale de son activité, le Groupe a réussi à compenser ce handicap sur le reste de l'année, enregistrant finalement une progression de 2,1% de son chiffre d'affaires. Le résultat opérationnel courant enregistre par ailleurs une forte progression découlant de la conjugaison d'une bonne maîtrise de ses marges brutes et de la réduction constante de son point mort pour l'adapter à l'évolution du marché. Le résultat opérationnel courant ressort ainsi à +1 483 K€ en regard de +853 K€ l'année précédente.

Le résultat opérationnel a été en revanche affecté par les éléments suivants :

- dépréciation du goodwill rattaché à MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS pour -452 K€ ;
 - provision et charge d'un montant de -581 K€ relatives au litige prud'homal avec les salariés de notre ancienne filiale MEDIA 6 PRODUCTION CARTON ;
 - dépréciation pour -875 K€ de la valeur de l'immeuble de Saint-Denis (93), la société SCI QUAI DE SEINE suite à la signature d'une promesse de vente pour ses locaux d'un montant de 1 800 K€,
- Le résultat opérationnel ressort ainsi à -407 K€ contre +605 K€ l'exercice précédent.

Le coût de l'endettement financier demeure faible au regard du chiffre d'affaires (0,05%).

Après constatation de l'impôt sur les sociétés (voir note 3.7 de l'Annexe), le résultat net est un bénéfice de 27 K€.

2. Situation financière du Groupe

A la fin de l'exercice 2014, la structure financière du bilan du Groupe MEDIA 6 demeure solide.

Les capitaux propres part du Groupe passent de 34 838 K€ en 2013 à 34 675 K€ en 2014. La structure du bilan fait ressortir les éléments suivants :

- Les liquidités nettes du Groupe s'élèvent à 8 858 K€ par rapport à 4 822 K€ au 30 septembre 2013.
- Les disponibilités du Groupe sous déduction des concours bancaires court terme s'établissent au 30 septembre 2014 à 10 014 K€, contre 7 345 K€ pour l'exercice précédent.
- Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 1 156 K€ contre 2 523 K€ en 2013.
- Les investissements ont représenté 1 346 K€ contre 719 K€ l'année précédente.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles se sont élevés à +5 575 K€ (+3 541 K€ en 2013) grâce à une variation favorable du BFR (cf. note a de l'annexe au tableau des flux de trésorerie consolidés).

3. Commentaires sur les faits significatifs relatifs à l'exercice 2014

3.1 MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd / DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd

Dans la continuité des précédents exercices, l'année écoulée aura été marquée par un fort redressement des marges opérationnelles qui, conjugué à la maîtrise des frais opérationnels, a finalement engendré un résultat net positif sur l'exercice.

3.2 MEDIASIXTE ALDIGE

Il est rappelé que le 18 octobre 2013, la société MEDIASIXTE ALDIGE a signé une promesse de vente qui s'est finalement concrétisée le 19 décembre 2013. De ce fait, la valeur de ces locaux, soit 545 K€, avait été positionnée en « Actifs non courants destinés à être cédés » à la clôture au 30 septembre 2013. La réalisation de cette opération n'a eu aucun impact sur le résultat opérationnel.

3.3 QUAI DE SEINE

La société QUAI DE SEINE (SCI) a signé une promesse de vente de ses locaux situés à Saint-Denis (93) pour un montant de 1 800 K€. En conséquence, nous avons été amenés à déprécier la valeur de ces locaux de -875 K€. La valeur de ces locaux a été par ailleurs positionnée en « Actifs non courants destinés à être cédés ». Il convient de noter qu'au niveau du résultat social de cette société, cette opération se traduit par une plus-value de 1,2 M€ avant impôt.

3.4 MEDIA 6 PRODUCTION PLV

Il est rappelé qu'afin d'adapter ses moyens à la nouvelle configuration du marché, le Groupe avait élaboré et proposé en 2010 un projet de réorganisation de ses activités carton et plastique qui prévoyait :

- Le regroupement des activités industrielles carton et plastique sur un site industriel unique, en l'occurrence celui de La Ferté Milon (site de MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE) ;
- La fusion des sociétés MEDIA 6 PRODUCTION CARTON (absorbée) et MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE (absorbante) avec un changement de dénomination sociale en MEDIA 6 PRODUCTION PLV ;
- Des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) associés à la suppression de 63 postes de travail pour l'ensemble des activités concernées.

Les Assemblées Générales du 7 février 2011 tenues dans les sociétés concernées avaient par ailleurs avalisé la fusion à effet rétroactif au 1^{er} octobre 2010 ainsi que le changement de dénomination sociale.

Sur le plan opérationnel, le résultat opérationnel courant de la nouvelle entité s'est encore amélioré sur l'exercice écoulé par rapport à l'année précédente, grâce à la maîtrise de ses marges brutes à un niveau comparable à celles enregistrées avant la réorganisation des activités.

Enfin il convient de rappeler que 22 salariés de l'ancienne filiale MEDIA 6 PRODUCTION CARTON ont saisi le Conseil de Prud'hommes pour licenciement sans cause réelle et sérieuse suite à la mise en œuvre du PSE les concernant (voir également notes 3.5 et 3.11 de l'Annexe aux comptes consolidés annuels). Alors que le CPH de Compiègne avait donné raison à la société, la Cour d'Appel d'Amiens a infirmé cette décision et a décidé de condamner la Société MEDIA 6 PRODUCTION PLV à verser à une partie des salariés concernés un montant global de 581 K€. La société a formé un pourvoi en Cassation à l'encontre de ce jugement.

3.5 C.I.P.P.

Le conseil d'administration de MEDIA 6 SA du 28 mars 2014 a entériné l'acquisition de la société CIPP dont l'actif était constitué de trésorerie et d'actions MEDIA 6 SA. Le 13 juin 2014 la société CIPP a été dissoute par transmission universelle de patrimoine. Le résultat de cette dissolution est un boni de confusion d'un montant de 100 K€ positionné en « Autres produits et charges financiers ».

3.6 MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS

Compte tenu des perspectives d'activité une dépréciation du goodwill de MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS a été constatée au cours de l'exercice écoulé pour un montant de -452 K€.

3.7 Baisse du point mort

Le Groupe a poursuivi tout au long de l'exercice les actions entamées depuis plusieurs années visant à réduire durablement son point mort de façon significative. Sur les 2 derniers exercices, cette baisse est de l'ordre de 8% (périmètre 2014 hors Chine).

3.8 Investissements

Les investissements ont été principalement consacrés à l'acquisition d'équipements industriels chez MEDIA 6 PRODUCTION PLV, MEDIA 6 PRODUCTION METAL et MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS pour un montant de 697 K€, à l'aménagement des locaux professionnels sur les sites de La Ferté Milon (02) et Amblepuis (69) pour un montant de 352 K€ et au renouvellement de divers matériels informatiques et logiciels. Ils ont représenté au total 1 347 K€ sur l'exercice.

4. Evènements postérieurs à la clôture

Le 25 septembre 2014, la société MEDIA 6 SA a décidé de dissoudre la société MEDIASIXTE ALDIGE par transmission universelle de patrimoine. Cette dissolution a pris effet au 1^{er} octobre 2014.

5. Perspectives du Groupe MEDIA 6

A la différence de l'année précédente, le Groupe entame le nouvel exercice avec des perspectives de croissance plus soutenues, notamment avec un premier trimestre en forte progression. Il convient toutefois de demeurer prudent et d'attendre confirmation de cette tendance favorable sur le reste de l'exercice.

Les opportunités de croissance externe qui se présenteront, sans être une priorité absolue du Groupe, seront étudiées au cas par cas, la structure financière du Groupe permettant de demeurer actif dans ce domaine si une occasion de qualité se présentait.

6. **Mandats des dirigeants du Groupe MEDIA 6 au 30/09/2014**

Sociétés	Dirigeants du Groupe MEDIA 6				
	BV	MBV	JPF	JFS	LF
Media 6	SA	Adm. PDG	Adm.	Adm.	Adm.
Media 6 Agencement	SARL				Gérant
Media 6 Design	SAS				Prés.
Media 6 Agencement Shop Fittings	SAS				Prés.
Media 6 Production Métal	SAS				Prés.
Media 6 Production PLV	SAS				Prés.
Aldige	SARL				Gérant
Media 6 Merchandising Services	SAS				Prés.
Media 6 Asia Ltd					Prés.
Media 6 Asia Production Ltd					Direct.
Artium Production Ltd					Direct.
Dongguan Media 6 POS Equipment		Direct.			
Media 6 Romania	SARL	Gérant			
Mediacolor Spain (Espagne)	SA	Prés. A.D.		Adm.	Secréts. Conseil
Couleur 6 <i>(en sommeil)</i> (Canada)	SA	Prés. & A.U.			Secréts.
La Hotte Immobilière	SCI	Gérant			
Mediasixte	SCI	Gérant			
Mediasixte Aldige	SARL				Gérant
Mediasixte Bois	SARL				Gérant
Mediasixte Bois de la pie	SARL	Gérant			
Mediasixte Métal	SARL				Gérant
Mediasixte CZ <i>(fermeture en cours)</i>	SARL	Rep M6 action. unique			
Quai de Seine	SCI	Gérant			
Media 6 PLV <i>(sans activité)</i>	SARL				Gérant

BV : Bernard VASSEUR

MBV : Marie Bernadette VASSEUR

JPF : Jean Patrick FAUCHER

JFS : Jean François SURTEL

LF : Laurent FRAYSSINET

Sigles :

DGD : Directeur Général Délégué

Adm. : Administrateur

A.U. : Administrateur unique

Direct. : Director

7. Autres mandats des dirigeants du Groupe MEDIA 6 au 30/09/2014

Sociétés	Dirigeants du Groupe MEDIA 6				
	BV	MBV	JPF	JFS	LF
VASCO	SARL	Gérant			
DCT Conseil	SARL				Gérant

BV : Bernard VASSEUR

MBV : Marie Bernadette VASSEUR

JPF : Jean Patrick FAUCHER

JFS : Jean François SURTEL

LF : Laurent FRAYSSINET

8. Achat et revente par la société de ses propres actions

La société MEDIA 6 a poursuivi la mise en œuvre au cours de l'exercice 2014 du programme de rachat d'actions propres qui avait été soumis aux suffrages de l'AG Mixte du 28 mars 2014 (publication le 14 mars 2014 du descriptif du programme de rachat d'actions auprès de l'AMF).

Les informations relatives aux négociations de titres MEDIA 6 intervenues au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2014 dans le cadre de ces opérations sont les suivantes :

		Valeur historique des transactions
Nombre d'actions achetées et inscrites au nom de MEDIA 6 SA au 30 septembre 2013	242 564 actions	1 603 997 €
Nombre d'actions acquises au cours de l'exercice	48 671 actions	356 382 €
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice	11 006 actions	51 663 €
Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice	0 actions	0 €
Variation du nombre d'actions détenues au cours de l'exercice	37 665 actions	304 719 €
Nombre d'actions acquises et inscrites au nom de MEDIA 6 SA au 30 septembre 2014	280 229 actions	1 908 716 €

Cours net moyen d'acquisition de l'exercice	7,32 €	
Taux de frais de courtage	0,41%	du montant brut des transactions
Montant des frais de courtage	1 260 €	
Valeur nominale unitaire des actions acquises	3,20 €	
Valeur nominale totale des actions acquises	896 733 €	
Fraction du capital représentée par les actions MEDIA 6 détenues	7,94%	

La valeur nette des actions propres achetées au cours de l'exercice a été enregistrée à la rubrique titres de participation et valeurs mobilières de placement dans les comptes sociaux de la société MEDIA 6 SA. Elle est portée en diminution des fonds propres du Groupe en consolidation.

L'ensemble de ces rachats d'actions propres est désormais effectué dans le cadre général des objectifs qui ont été approuvés par l'AG Mixte des actionnaires du 28 mars 2014 et qui sont par ordre d'intérêt décroissant :

- animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action MEDIA 6 par un Prestataire de Services d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- achat par MEDIA 6 SA pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- attribuer des actions de la société et des filiales du Groupe, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, pour le service des options d'achats d'actions, au titre d'un plan d'épargne entreprise, ou pour l'attribution gratuite d'actions aux salariés en fonction de leurs performances dans l'application des dispositions des articles L 255-197-1 et suivants du Code de Commerce ;
- annulation des titres, sous réserve de l'adoption par une assemblée générale extraordinaire d'une résolution ayant pour objet d'autoriser cette annulation.

9. Evolution du cours de l'action MEDIA 6

Le cours moyen de l'action s'est établi à un niveau moyen de 5,41 € au cours de l'exercice 2014 contre 4,16 € pour l'exercice 2013 avec un volume moyen de transactions mensuelles de 3 899 titres à rapprocher des 2 844 titres échangés en moyenne au cours des 12 mois de l'année précédente.

Mois	Cours moyen de clôture		Nombre de titres échangés au cours du mois	
	Exercice clos le 30/09/2013	Exercice clos le 30/09/2014	Exercice 2013	Exercice 2014
Octobre	2012-2013	4,73 €	3,98 €	613
Novembre	2012-2013	4,46 €	4,31 €	832
Décembre	2012-2013	4,26 €	4,00 €	9 515
Janvier	2013-2014	4,37 €	4,55 €	6 526
Février	2013-2014	4,43 €	6,69 €	1 832
Mars	2013-2014	4,11 €	6,75 €	1 832
Avril	2013-2014	4,17 €	6,54 €	1 851
Mai	2013-2014	3,82 €	6,41 €	2 520
Juin	2013-2014	3,85 €	5,47 €	3 112
Juillet	2013-2014	3,91 €	5,50 €	284
Août	2013-2014	3,85 €	5,34 €	3 023
Septembre	2013-2014	3,92 €	5,36 €	2 191
Moyennes		4,16 €	5,41 €	2 844
				3 899

La capitalisation boursière de MEDIA 6 SA établie sur la base du cours moyen de 5,41 € pour 3 249 771 actions (3 530 000 actions composant le capital sous déduction de 280 229 actions détenues en propre au 30 septembre 2014) ressort à 17 581 K€, ce qui représente une valeur inférieure de 17 095 K€ par rapport aux capitaux propres du Groupe au 30 septembre 2014 (34 676 K€).

10. Répartition du capital et des droits de vote

A la date du 30 novembre 2014 la répartition du capital entre les principaux actionnaires se présentait de la manière suivante :

Actionnaires	Nombre d'actionnaires	% du capital	Nombre de titres	Droits de vote	% droits de vote
Actionnariat majoritaire :					
SARL VASCO	1	52,31%	1 846 471	3 589 071	61,11%
Famille VASSEUR	6	15,88%	560 629	1 120 830	19,08%
S/T famille VASSEUR	7	68,19%	2 407 100	4 709 901	80,20%
MEDIA 6 SA auto-détention	Neutralisé	7,97%	281 215	Neutralisé	Néant
Actionnariat public significatif :					
FCP STOCK PICKING FRANCE	1	8,16%	288 000	288 000	4,90%
JP FAUCHER	1	2,94%	103 680	207 360	3,53%
ZENLOR (SASU)	1	2,48%	87 573	87 573	1,49%
Famille VEZZI	3	2,16%	76 250	152 500	2,60%
S/T actionnariat majoritaire et public significatif	13	91,89%	3 243 818	5 445 334	92,72%
Autre actionnariat public	n.d.	8,11%	286 182	427 635	7,28%
S/T actionnariat public	n.d.	23,84%	841 685	1 163 068	19,80%
TOTAL	n.d.	100,00%	3 530 000	5 872 969	100,00%

La détention du capital de la société au cours de l'exercice n'a pas évolué de façon significative par rapport à l'exercice précédent.

11. Opérations sur les titres de la société réalisés par les dirigeants au cours de l'exercice et déclarées à l'AMF

Au titre de l'exercice écoulé, aucune opération n'a été réalisée par les dirigeants sur les titres de la société.

12. Dividendes

Le Conseil d'Administration propose à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires, sur la base initiale de 3 530 000 actions composant le capital de distribuer un dividende d'un montant de 529 500 €. Le dividende par action sera donc de 0,15 €.

Conformément aux dispositions légales, le montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices est rappelé ci-après :

Dividendes versés	Dividende net
30/09/2013	-
30/09/2012	-
30/09/2011	-

13. Tableau des 5 derniers exercices de MEDIA 6 SA (Comptes sociaux)

Valeurs en K€

	au 30 sept. 2010	au 30 sept. 2011	au 30 sept. 2012	au 30 sept. 2013	au 30 sept. 2014
Capital	11 296	11 296	11 296	11 296	11 296
Nombre d'actions	3 530 000	3 530 000	3 530 000	3 530 000	3 530 000
Chiffre d'affaires	7 332	6 706	6 269	5 507	5 553
Résultat avant IS, dot. amort. & prov.	8 392	3 707	4 038	2 776	2 522
Dot. nettes amort & provisions	(6 023)	(1 982)	(6 313)	(2 232)	231
Impôt sur les sociétés	1 721	610	649	479	861
Résultat après impôt	4 090	2 335	(1 626)	1 023	3 614
Résultat distribué					
Par actions (en €)					
Résultat après impôt avant prov.	2,86	1,22	1,33	0,92	0,96
Résultat après impôt	1,16	0,66	(0,46)	0,29	1,02
Résultat distribué par action	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	35	39	29	30	28

- II -

COMPTES CONSOLIDES ANNUELS

DU GROUPE MEDIA 6

ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2014

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE au 30 septembre 2014 (Valeurs en K€)

ACTIF	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2013	Septembre 2014
Goodwill	2.1	7 513	7 061
Immobilisations incorporelles	2.2	243	223
Immobilisations corporelles	2.3	16 165	15 207
Immeubles de placement	2.3	4 950	2 275
Autres actifs financiers	2.4	187	138
Impôts différés	3.8	926	783
Autres actifs non courants		1 238	1 666
Total Actifs non courants		31 222	27 353
Stocks et en-cours	2.5	6 016	5 355
Clients et autres débiteurs	2.6	12 899	13 956
Créance d'impôt et autres actifs courants	2.7	390	290
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.8	8 037	10 934
Total Actifs courants		27 342	30 535
Actifs non courants destinés à être cédés	2.3	545	1 800
TOTAL ACTIF		59 109	59 688

PASSIF	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2013	Septembre 2014
Capital	2.9	11 296	11 296
Actions propres		(1 604)	(1 909)
Réserves de conversion		(3)	(189)
Réserves Groupe		24 876	25 450
Résultat de période		273	27
Total Capitaux propres (Part du Groupe)		34 838	34 675
Intérêts non contrôlant		2	1
Total des Capitaux propres		34 840	34 676
Passifs financiers non courants	2.10	1 153	425
Engagements envers le personnel	2.11	1 111	1 442
Autres provisions	2.11	252	187
Impôts différés (passifs)	3.8	3 301	2 739
Autres passifs non courants		4	3
Total Passifs non courants		5 821	4 796
Passifs financiers courants	2.10	2 062	1 651
Provisions	2.11		500
Fournisseurs et autres crébiteurs	2.12	15 630	17 072
Dettes d'impôt		148	97
Autres passifs courants	2.13	608	896
Total Passifs courants		18 448	20 216
Total des Passifs		24 269	25 012
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		59 109	59 688

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE au 30 septembre 2014 (Valeurs en K€)

Rubriques	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2013	Septembre 2014
Chiffre d'affaires	3.0	53 502	54 636
Autres produits de l'activité		406	432
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		(341)	(2)
Total Activité		53 567	55 066
Achats consommés		(22 390)	(24 025)
Charges externes		(7 577)	(6 801)
Charges de personnel	3.2	(18 391)	(18 556)
Impôts et taxes		(1 508)	(1 248)
Dotations aux amortissements	3.3	(2 395)	(2 246)
Dotations nettes aux provisions	3.3	(250)	(644)
Autres produits et charges d'exploitation	3.4	(203)	(63)
Résultat opérationnel courant		853	1 483
Résultat sur cession de participations consolidées			
Dépréciation des écarts d'acquisition	2.1	(302)	(452)
Variations de juste valeur	3.5	16	(875)
Autres produits et charges opérationnels	3.5	38	(563)
Résultat opérationnel	3.1	605	(407)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		50	28
Coût de l'endettement financier brut		(103)	(55)
Coût de l'endettement financier net	3.6	(53)	(27)
Autres produits et charges financiers	3.6	(64)	223
Résultat avant impôt		488	(211)
Impôt sur le résultat	3.7	(215)	238
Résultat après impôt		273	27
Résultat net de l'ensemble consolidé	3.1	273	27
<i>Part du Groupe</i>		273	27
<i>Part d'intérêts non contrôlant</i>			
Résultat net par action (en € calculé sur Part du Groupe)	3.9	0,08	0,01
Résultat net dilué par action (en € calculé sur Part du Groupe)	3.9	0,08	0,01

ETAT DU RESULTAT GLOBAL au 30 septembre 2014 (Valeurs en K€)

Rubriques	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2013	Septembre 2014
Résultat net consolidé	3.1	273	27
Produits et charges non comptabilisées en résultat			
Ecart de conversion sur entités étrangères		165	(186)
Résultat global total		438	(159)
<i>Part du Groupe</i>		438	(159)
<i>Part des minoritaires</i>			

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉS au 30 septembre 2014 (Valeurs en K€)

Rubriques	Notes Annexes	Exercices	
		Septembre 2013	Septembre 2014
Résultat net total consolidé		273	27
Ajustements :			
Elimination des amortissements et provisions		2 588	4 376
Elimination des profits / pertes de réévaluation		120	232
Elimination des résultats de cession, pertes/profits de dilution			
Elimination des produits de dividendes			
MBA après coût de l'endettement financier net et impôt		2 981	4 635
Elimination de la charge (produit) d'impôt		215	(238)
Elimination du coût de l'endettement financier net		53	27
MBA avant coût de l'endettement financier net et impôt		3 249	4 424
Variation des stocks		1 332	703
Variation des créances d'exploitation		743	(330)
Variation des dettes d'exploitation		(1 335)	1 392
Incidence de la variation du BFR	a	740	1 765
Impôts payés	b	(448)	(614)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		3 541	5 575
Incidence des variations de périmètre	c		17
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(1 378)	(1 241)
Acquisition d'actifs financiers			(632)
Variation des prêts et avances consentis		(93)	38
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		25	559
Dividendes reçus			
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(1 446)	(1 259)
Augmentation / (Réduction) de capital			
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(30)	(299)
Emission d'emprunts		8	
Remboursements d'emprunts		(1 580)	(1 354)
Intérêts financiers nets versés		(66)	(38)
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe			
Dividendes payés aux minoritaires		(1)	(1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(1 669)	(1 692)
Incidence de la variation des taux de change		(28)	45
VARIATION DE LA TRESORERIE		398	2 669
Trésorerie d'ouverture		6 947	7 345
Trésorerie de clôture (*)		7 345	10 014
<i>(*) dont</i>			
<i>Titres de placement</i>		0	0
<i>Disponibilités</i>		8 037	10 934
<i>Concours bancaires</i>		(692)	(920)
Trésorerie nette en fin de période		7 345	10 014

NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES au 30 septembre 2014

Note a : Variation du BFR

L'exercice a enregistré une variation favorable du BFR malgré la progression de l'activité et ce sur toutes les composantes : stocks et créances d'une part, encours fournisseurs d'autre part.

Note b : Impôts payés

La variation constatée s'explique principalement par le résultat de l'exercice, et donc une plus grande imputation de l'impôt théorique dû sur les reports déficitaires antérieurs.

Note c : Variations de périmètre

Néant.

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (Valeurs en K€)

	Nombre d'actions	Capital	Réserves	Résultats	Total Capitaux propres	Contribution Groupe	Intérêts hors Groupe
Au 30 septembre 2012 (publié)	3 530 000	11 296	22 586	858	34 740	34 738	2
Ecart de change sur compte courant (*)			88	(88)	88		
Correction résultat net de l'exercice 2012					(88)		
Au 30 septembre 2012 (corrigé)	3 530 000	11 296	22 674	770	34 740	34 738	2
Dividendes distribués par la société Mère					(1)		
Dividendes distribués par les filiales					770	(1)	(1)
Affectation du Résultat de l'exercice précédent					(770)		
Résultat net de l'exercice 2013					273	273	273
Elimination des actions propres					(27)	(27)	(27)
Ecarts de conversion					165	165	165
Variation de périmètre							
Ecart de change sur compte courant (*)					(248)	(248)	(248)
Autres variations					(62)	(62)	(63)
Au 30 septembre 2013	3 530 000	11 296	23 271	273	34 840	34 838	2
Dividendes distribués par la société Mère					(1)		
Dividendes distribués par les filiales					273	(1)	(1)
Affectation du Résultat de l'exercice précédent					(273)		
Résultat net de l'exercice 2014					27	27	27
Elimination des actions propres					(305)	(305)	(305)
Ecarts de conversion					(186)	(186)	(186)
Variation de périmètre							
Ecart de change sur compte courant (*)					297	297	297
Autres variations					4	4	4
Au 30 septembre 2014	3 530 000	11 296	23 353	27	34 676	34 675	1

(*) En application de la norme IAS 21, les écarts de change constatés sur les comptes courants de la société MEDIA 6 avec les sociétés situées hors zone euro ont été comptabilisés directement en capitaux propres.

- III -

**ANNEXE
AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS
DU GROUPE MEDIA 6
ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2014**

PARTIE 1 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés au 30 septembre 2014 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 30 septembre 2013, étant précisé que les nouvelles normes et interprétations obligatoires à compter du 1^{er} octobre 2013 ont été appliquées par le Groupe, et n'ont pas entraîné d'incidences significatives sur les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 2013/2014.

Le Groupe Média 6 n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes, amendements ou interprétations déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne ou adoptés au niveau européen mais d'application non obligatoire à ce stade :

- l'IAS 27, « états financiers individuels » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- l'IAS 28, « participations dans des entreprises associées et des coentreprises » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- l'amendement à IAS 32, « compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- les amendements à IAS 36, « informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers » (applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- les amendements à IAS 39 et IFRS 9 « novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture » (applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, « états financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités : dispositions transitoires » (applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- les amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IAS 27, « entités d'investissement, états financiers consolidés, informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, états financiers individuels » (applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014).

Le Groupe MEDIA 6 est en cours d'analyse de ces nouvelles normes. Il n'attend pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du fait de leur application.

Les premiers comptes publiés selon les normes IFRS ont concerné l'exercice clos au 30 septembre 2006. Le Groupe MEDIA 6 a retenu les méthodes et options suivantes :

- **immobilisations** : conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 1, la direction du Groupe a choisi d'évaluer ses bâtiments d'exploitation (constructions et agencements) détenus par les entités françaises, en pleine propriété ou en crédit-bail des entités françaises, à la juste valeur au 1^{er} octobre 2004. A cet effet, chacun des sites concernés a fait l'objet d'une expertise spécifique conduite par un cabinet indépendant reconnu.

Les valeurs vénale ainsi établies constituent les nouvelles valeurs brutes au bilan d'ouverture IFRS et les futures bases d'amortissement. Sur la base d'une analyse technique des bâtiments réalisée par le même cabinet d'expertise, la nouvelle valeur brute de chacun des bâtiments a été ventilée en trois composants : gros œuvre, toiture et couverture, ouvrants et agencements.

La Direction estime que leur amortissement doit être pratiqué, à compter du 1^{er} octobre 2004, en tenant compte d'une valeur résiduelle nulle, selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité résiduelles par bâtiment et composant, établies par le cabinet d'expertise. Celles-ci sont comprises dans les intervalles indiqués ci-après :

Gros œuvre	de 15 à 60 ans
Toiture et couverture	de 5 à 40 ans
Ouvrants et agencements	de 2 à 10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont évaluées sur base de la valeur historique soit à la date de leur mise en service, soit à leur date d'entrée dans le Groupe.

Les amortissements ont été recalculés en tenant compte d'une durée d'utilité minimale pour les immobilisations les plus significatives, selon le mode linéaire (le mode dégressif demeurera uniquement en social), de façon rétrospective, et sans tenir compte de valeurs résiduelles.

- **stock-options** : les plans d'options d'achat d'actions octroyés par le Groupe à certains de ses salariés et dirigeants ont été retraités conformément à IFRS 2 de manière totalement rétrospective (modèle de valorisation Black & Scholes). La norme requiert la constatation en résultat par contrepartie des réserves d'une charge équivalente au montant des services rendus par les bénéficiaires de stocks options.
- **avantages au personnel** : au regard de la norme IAS 19, les indemnités de départ en retraite dues par le Groupe en application des dispositions légales ont été recalculées en prenant en compte les hypothèses actuarielles requises : revalorisation salariale, incidence des charges sociales, taux d'actualisation fondé sur les obligations de 1^{ère} catégorie.
- **impôts différés** : les impôts différés constatés correspondent aux effets des ajustements IFRS comptabilisés.

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement de la situation consolidée portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite (note 2.11) et la valorisation des écarts d'acquisition (notes 2.1 et 2.3.1) et l'évaluation des ensembles immobiliers (note 2.3)

Le contexte actuel de la crise économique rend plus complexe l'élaboration de perspectives en termes d'activité, de financement ainsi que la préparation des comptes, notamment en matière d'estimations comptables.

Dans chacune des rubriques concernées de l'annexe sont mentionnées les règles spécifiques afférentes.

Les comptes annuels consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 7 janvier 2015.

Note 1.0 : Faits marquants de l'exercice

- Pour la Chine, dans la continuité des précédents exercices, l'année écoulée aura été marquée par un net redressement des marges opérationnelles qui a finalement engendré un résultat net positif sur l'exercice.
- Il est rappelé que le 18 octobre 2013, la société MEDIASIXTE ALDIGE a signé une promesse de vente qui s'est finalement concrétisée le 19 décembre 2013. De ce fait, la valeur de ces locaux, soit 545 K€, avait été positionnée en « Actifs non courants destinés à être cédés » à la clôture au 30 septembre 2013. La réalisation de cette opération n'a eu aucun impact sur le résultat opérationnel.
- La société QUAI DE SEINE (SCI) a signé une promesse de vente de ses locaux situés à Saint-Denis (93) pour un montant de 1 800 K€. En conséquence, nous avons été amenés à déprécier la valeur de ces locaux de -875 K€. La valeur de ces locaux a été par ailleurs positionnée en « Actifs non courants destinés à être cédés ». Il convient de noter qu'au niveau du résultat social de cette société, cette opération se traduit par une plus-value de 1,2 M€ avant impôt.
- Il rappelé qu'afin d'adapter ses moyens à la nouvelle configuration du marché, le Groupe avait élaboré et proposé en 2010 un projet de réorganisation de ses activités carton et plastique qui prévoyait :
 - Le regroupement des activités industrielles carton et plastique sur un site industriel unique, en l'occurrence celui de La Ferté Milon (site de MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE) ;
 - La fusion des sociétés MEDIA 6 PRODUCTION CARTON (absorbée) et MEDIA 6 PRODUCTION PLASTIQUE (absorbante) avec un changement de dénomination sociale en MEDIA 6 PRODUCTION PLV ;
 - Des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) associés à la suppression de 63 postes de travail pour l'ensemble des activités concernées.

Les Assemblées Générales du 7 février 2011 tenues dans les sociétés concernées avaient par ailleurs avalisé la fusion à effet rétroactif au 1^{er} octobre 2010 ainsi que le changement de dénomination sociale. Sur le plan opérationnel, le résultat opérationnel courant de la nouvelle entité s'est encore amélioré sur l'exercice écoulé par rapport à l'année précédente, grâce à la maîtrise de ses marges brutes à un niveau comparable à celles enregistrées avant la réorganisation des activités.

Enfin il convient de rappeler que 22 salariés de l'ancienne filiale MEDIA 6 PRODUCTION CARTON ont saisi le Conseil de Prud'hommes pour licenciement sans cause réelle et sérieuse suite à la mise en œuvre du PSE les concernant (voir également notes 3.5 et 3.11 de l'Annexe aux comptes consolidés annuels). Alors que le CPH de Compiègne avait donné raison à la société, la Cour d'Appel d'Amiens a infirmé cette décision et a décidé de condamner la Société MEDIA 6 PRODUCTION PLV à verser à une partie des salariés concernés un montant global de 581 K€. La société a formé un pourvoi en Cassation à l'encontre de ce jugement.

- Le conseil d'administration de MEDIA 6 SA du 28 mars 2014 a entériné l'acquisition de la société CIPP dont l'actif était constitué de trésorerie et d'actions MEDIA 6 SA. Le 13 juin 2014 la société CIPP a été dissoute par transmission universelle de patrimoine. Le résultat de cette dissolution est un boni de confusion d'un montant de 100 K€ positionné en « Autres produits et charges financiers ».
- Compte tenu des perspectives d'activité une dépréciation du goodwill de MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS a été constatée au cours de l'exercice écoulé.

Note 1.1 : Périmètre et méthode de consolidation

Tous les états financiers des sociétés du Groupe qui figurent dans le périmètre sont intégrés globalement, le Groupe y exerçant un contrôle exclusif.

Le périmètre d'intégration n'a pas évolué par rapport à l'exercice 2012/2013.

PERIMETRE D'INTEGRATION DU GROUPE MEDIA 6 - (1/2)

Sociétés	Adresse	RCS	% d'intérêts
MEDIA 6 SA	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	311 833 693	Mère
<u>Sociétés de services</u>			
MEDIA 6 DESIGN	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	712 015 650	100,00%
MEDIA 6 AGENCEMENT	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	311 508 543	100,00%
MEDIA 6 MERCHANDISING SERVICES (ex-MEDIA 6 INSTALLATION)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	394 882 161	100,00%
<u>Sociétés de production et de commercialisation</u>			
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	413 902 214	100,00%
MEDIA 6 PRODUCTION METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	484 325 618	100,00%
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	484 253 695	100,00%
ALDIGE	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	484 245 295	100,00%
MEDIACOLOR SPAIN	2 Carrasco I Formiguera 08302 - Mataro (Espagne)		99,92%
MEDIA 6 ASIA	8/F., Tower 1, Tern Centre 237, Queen's Road Central (Hong-Kong)		100,00%
MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd	Unit 01, 21/F., Tower One, Lippo Centre 89, Queensway (Hong Kong)		100,00%
ARTIUM PRODUCTION Ltd	Unit 01, 21/F., Tower One, Lippo Centre 89, Queensway (Hong Kong)		100,00%
DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Ltd	Dongguan City, Tiankin village, Huang Jiang Town Plant B, Ju Long Industriazl Park, 1 Hu Die road		100,00%
MEDIA 6 ROMANIA	Str. Pompelor Nr. 3 100411 - Ploiesti (Roumanie)		100,00%

PERIMETRE D'INTEGRATION DU GROUPE MEDIA 6 - (2/2)

Sociétés	Adresse	RCS	% d'intérêts
<u>Sociétés à vocation immobilière</u>			
LA HOTTE IMMOBILIERE (SCI)	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	775 546 351	100,00%
MEDIASIXTE (SCI)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	342 002 276	100,00%
MEDIASIXTE BOIS	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	378 519 433	100,00%
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	501 591 721	100,00%
MEDIASIXTE METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	727 380 230	100,00%
MEDIASIXTE CZ <i>(en cours de fermeture)</i>	Cerpadlova 4 190 00 Praha 9 (République Tchèque)		100,00%
QUAI DE SEINE (SCI)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	393 847 140	100,00%
<u>Sociétés sans activité ou en sommeil</u>			
MEDIASIXTE ALDIGE <i>(sans activité)</i>	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	412 229 957	100,00%
MEDIA 6 PLV <i>(sans activité)</i>	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	347 574 493	100,00%
COULEUR 6 INC <i>(en sommeil)</i>	1155, boulevard René Levesque Ouest Bureau 2810, Montréal, Québec H3B2L2 Canada		100,00%

PARTIE 2 : NOTES ANNEXES AU BILAN

Note 2.0 : Conversion des états financiers et des opérations en devises

Les comptes des sociétés étrangères (bilan et compte de résultat) ont été convertis au cours de change historique pour les capitaux propres, au cours de clôture en vigueur au 30 septembre 2014 pour les autres postes du bilan et au cours moyen annuel pour le compte de résultat. Cette évaluation des comptes financiers s'est traduite par la comptabilisation d'un écart de conversion en diminution des capitaux propres part du Groupe de 186 K€.

Pour les sociétés françaises, il n'existe pas de risque de change dans la mesure où la totalité des achats et des ventes sont effectués en euros, le chiffre d'affaires à l'export étant lui-même réalisé en euros.

Note 2.1 : Goodwill (Valeurs en K€)

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition de titres de sociétés consolidées, et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à cette date.

Sociétés	Montant net au 30/09/13	Montant net au 30/09/14
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	1 171	1 171
MEDIA 6 DESIGN	1 530	1 530
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS	1 952	1 500
MEDIA 6 PHARMACIE	432	432
MEDIACOLOR SPAIN	321	321
MEDIA 6 MERCHANDISING SERVICES	2 107	2 107
MEDIA 6 - POLE ASIE		
TOTAL	7 513	7 061

Une dépréciation du goodwill de MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS de -452 K€ a été constatée au 31 mars 2014. Lors du réexamen annuel de l'ensemble des goodwill, aucune autre dépréciation n'a été constatée.

Note 2.2 : Immobilisations incorporelles (Valeurs en K€)

Immobilisations incorporelles	30/09/13	+	-	30/09/14
Valeur brute	1 875	108	(149)	1 834
Amortissements et dépréciations	(1 632)	(128)	149	(1 611)
TOTAL	243	(20)		223

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels, amortis linéairement sur 36 mois.

Note 2.3 : Immobilisations corporelles et immeubles de placement

Méthode

En dehors des constructions et agencements des bâtiments d'exploitation en pleine propriété ou en crédit-bail des entités françaises qui ont été évalués à la juste valeur au 1^{er} octobre 2004 sur la base d'une expertise conduite par un cabinet indépendant reconnu, les immobilisations sont évaluées initialement à leur coût, diminué ensuite du cumul des amortissements et des dépréciations.

Les amortissements retenus sont linéaires pour l'ensemble des actifs.

Les principales durées d'utilisation sont rappelées ci-après :

Postes de l'Actif	Durée
Constructions	
• Gros œuvre, structure	de 15 à 60 ans
• Toiture et couverture	de 5 à 40 ans
• Agencements	de 2 à 10 ans
Machines	de 5 à 10 ans
Autres	de 3 à 5 ans

Variation des immobilisations corporelles pour l'exercice 2012-2013 (Valeurs en K€)

Immobilisations corporelles	30/09/12	Acquisit.	Cessions	Reclassement	30/09/13
Valeurs brutes					
Terrains	1 348				1 298
Constructions	18 224	48	(16)	(34)	17 858
Immeubles de placement	5 150			(414)	4 950
Matériel et outillage	18 880	268	(96)	(200)	19 784
Autres immobilisations corporelles	5 184	106	(222)	732	5 083
Immobilisations corporelles en cours	123	83	(9)	15	85
Avances et acomptes	696	23		(112)	23
Total valeurs brutes	49 605	528	(343)	(709)	49 081
Amortissements et Dépréciations					
Terrains	(74)		(3)		(77)
Constructions	(5 804)		(914)	181	(6 537)
Immeuble de placement					
Matériel et outillage	(15 879)		(1 114)	39	(16 954)
Autres immobilisations corporelles	(4 335)		(276)	213	(4 398)
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total amortissements et dépréciations	(26 092)	(2 307)	252	181	(27 966)
Valeurs nettes					
Terrains	1 274		(3)		(34)
Constructions	12 420		(866)		1 221
Immeuble de placement	5 150			(233)	11 321
Matériel et outillage	3 001		(846)	(200)	4 950
Autres immobilisations corporelles	849		(170)	732	2 830
Immobilisations corporelles en cours	123		83	15	685
Avances et acomptes	696		23	(112)	85
Total valeurs nettes	23 513	(1 779)	(91)	(528)	21 115

Variation des immobilisations corporelles pour l'exercice 2013-2014 (Valeurs en K€)

Immobilisations corporelles	30/09/13	Acquisit.	Cessions	Reclassement	30/09/14
Valeurs brutes					
Terrains	1 298	8			1 306
Constructions	17 858	100	(92)	38	17 904
Immeubles de placement	4 950			(2 675)	2 275
Matériel et outillage	19 784	697	(457)	23	20 047
Autres immobilisations corporelles	5 083	146	(79)	36	5 186
Immobilisations corporelles en cours	85	286		(74)	297
Avances et acomptes	23	2		(23)	2
Total valeurs brutes	49 081	1 239	(628)	(2 675)	47 017
Amortissements et Dépréciations					
Terrains	(77)	(3)			(80)
Constructions	(6 537)	(882)			(7 403)
Immeuble de placement					
Matériel et outillage	(16 954)	(997)		452	(17 499)
Autres immobilisations corporelles	(4 398)	(236)		81	(4 553)
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total amortissements et dépréciations	(27 966)	(2 118)	549		(29 535)
Valeurs nettes					
Terrains	1 221	5			1 226
Constructions	11 321	(782)	(76)	38	10 501
Immeuble de placement	4 950			(2 675)	2 275
Matériel et outillage	2 830	(300)	(5)	23	2 548
Autres immobilisations corporelles	685	(90)	2	36	633
Immobilisations corporelles en cours	85	286		(74)	297
Avances et acomptes	23	2		(23)	2
Total valeurs nettes	21 115	(879)	(79)	(2 675)	17 482

L'immeuble de Saint-Denis (ancien siège social du Groupe appartenant à la société QUAI DE SEINE (SCI) avait été considéré comme immeuble de placement à la clôture au 30 septembre 2009. La société QUAI DE SEINE a signé une promesse de vente pour un montant de 1 800 K€ ce qui a conduit à constater une dépréciation de valeur de -875 K€. Consécutivement à cette promesse de vente, la valeur des locaux de Saint-Denis appartenant à cette société (terrains + constructions) a été reclassée en « actifs non courants destinés à être cédés » pour 1 800 K€ (cf. Note 1.0 : Faits marquants de l'exercice).

A la suite du regroupement des activités carton et plastique sur le site de La Ferté Milon courant novembre 2010, l'immeuble de Francières (appartenant à la société MEDIASIXTE et utilisé par l'ancienne société MEDIA 6 PRODUCTION CARTON) a également été considéré comme immeuble de placement. Lors de l'arrêté des comptes, une analyse de la juste valeur du patrimoine immobilier a été réalisée qui n'a entraîné aucun ajustement de valeur sur l'exercice.

Crédit bail (Valeurs en K€)

Les biens en crédit bail font l'objet d'un retraitemen et ont été portés dans les comptes d'actifs correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété sauf pour le crédit-bail des locaux de Mediasixte Aldige qui a été positionné en « actifs non courants destinés à être cédés », le solde restant dû ayant été porté au passif. Les loyers ont été ventilés entre les postes de dotations aux amortissements et de frais financiers. Les principaux contrats en cours concernent les locaux et des matériels industriels des sociétés MEDIASIXTE BOIS et MEDIASIXTE METAL.

Immobilisations en crédit bail	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes au 30/09/14
		exercice	cumul	
Terrains	17			17
Constructions	2 045	(136)	(1 823)	222
Autres immobilisations corporelles				
TOTAUX	2 062	(136)	(1 823)	239

Engagements de crédit bail	Redevances			Prix d'achat résiduel
	payées		à payer	
	exercice	cumul	total	
Terrains et constructions	124	1 922	207	
Installations techniques - matériels				
TOTAUX	124	1 922	207	

Engagements de crédit bail	Redevances à payer			
	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Terrains et constructions	207			207
Installations techniques - matériels				
TOTAUX	207			207

Note 2.3.1 : Tests de valorisation des actifs immobilisés

Des tests de valorisation sont pratiqués par Unités Génératrices de Trésorerie (entités juridiques en France et à l'étranger) pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les goodwills. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de cession, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence.

La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs (valeur des free cash flows actualisés sur 5 ans au taux de 10% pour l'ensemble de ses filiales européennes sauf MEDIACOLOR SPAIN (11%) et de 9,5% pour la Chine).

Ce taux d'actualisation (WACC) est déterminé de la façon suivante pour les filiales européennes (sauf Espagne) :

$$WACC = (\text{Coût des fonds propres} \times 80\%) - (\text{Coût de la dette} \times 20\%)$$

Avec : Coût des fonds propres = Taux sans risque + (prime de risque x coefficient β)

$$\text{Coût de la dette} = (\text{Taux sans risque} + \text{Spread}) \times (1 - \text{taux IS})$$

$$\text{Coefficient } \beta = \beta \text{ désendetté} \times (1 + (\text{Gearing cible} \times (1 - \text{taux IS})))$$

Les valeurs prises en compte sont les suivantes :

$$\text{Taux sans risque} = 3,3\% \text{ (moyenne rendement OAT au cours des 10 dernières années)}$$

$$\beta \text{ désendetté} = 1,24 \text{ (déterminé en 2014 sur la base de comparable)}$$

$$\text{Prime de risque} = 6,2\%$$

$$\text{Spread} = 5,0\%$$

La tendance relative aux hypothèses d'activité est cohérente avec les dernières estimations budgétaires, qui tiennent compte des réalisations enregistrées sur les exercices précédents. Les taux de marge opérationnels pris en compte sont cohérents avec les taux de marge constatés.

La valeur finale égale à la rente du dernier free cash flow actualisé à l'infini avec ou sans croissance. La variation de +/- 1 point du taux d'actualisation et du taux de croissance ne remet pas en cause ces valeurs.

Les données utilisées dans le cadre de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels établis par la Direction du Groupe

Il est ainsi rappelé qu'au 31 mars 2014, le goodwill relatif à la société MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS a été déprécié de -452 K€. Aucune dépréciation complémentaire n'a été constatée au 30 septembre 2014..

Note 2.4 : Autres actifs financiers

La diminution de ce poste par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement de la réduction de la valeur des titres de la société QUIVIDI (-49 K€).

Note 2.5 : Stocks et en cours

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués selon la méthode du prix unitaire moyen pondéré. Les critères retenus pour déprécier les stocks sont ceux couramment admis et une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation devient inférieure au coût de revient enregistré. Les en-cours sont valorisés en fonction de l'avancement de chacune des affaires. La valorisation est établie sur la base des coûts de production.

La société conçoit et fabrique des produits spécifiques pour chacun de ses clients. Il n'existe donc pas de « catalogue produits » ni de « tarif produits » remis aux clients. Chaque marché est négocié sous forme d'appel d'offres en tenant compte du prix des matières premières au moment de la négociation avec le client. Le prix remis au client est garanti pour une période équivalente à la garantie de prix fournie par les fournisseurs. Il n'existe donc pas de risque prix matière.

Stocks et en-cours de production	30/09/13	30/09/14
Matières premières	2 714	2 878
En-cours de production	989	1 110
Produits finis	1 888	1 661
Marchandises	680	316
Total stocks bruts	6 271	5 965
Matières premières	(134)	(264)
En-cours de production	(26)	(28)
Produits finis	(83)	(171)
Marchandises	(12)	(147)
Total dépréciations	(255)	(610)
Total stocks nets	6 016	5 355

Note 2.6 : Créances clients et autres débiteurs (Valeurs en K€)

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et sont à moins d'un an. Une dépréciation ou perte de valeur est constatée dans le cas où un litige est identifié ou lorsqu'il existe un risque de survenance d'impayé.

Créances clients et autres créances	30/09/13	30/09/14
Créances clients (<i>brutes</i>)	11 909	12 889
Dépréciations	(707)	(716)
Créances clients (<i>nettes</i>)	11 202	12 173
Créances sur personnel et organismes sociaux	18	29
Créances fiscales	1 218	1 232
Autres créances (<i>brutes</i>)	461	522
Dépréciations		
Autres créances (<i>nettes</i>)	461	522
Total créances clients et autres débiteurs (<i>nettes</i>)	12 899	13 956

Les échéances des créances clients au 30 septembre 2014 s'analysent comme suit, étant précisé que l'échu à plus de 360 jours est majoritairement constitué de créances douteuses provisionnées à 100% (base HT) :

Échéances créances clients	30/09/13	30/09/14
Non échu	9 320	10 129
Echu de 1 à 90 jours	1 177	1 634
Echu de 91 à 180 jours	129	119
Echu de 180 à 360 jours	114	88
Echu > 360 jours	1 169	919
Total créances clients (<i>brutes</i>)	11 909	12 889

Note 2.7 : Autres actifs non courants et courants (Valeurs en K€)

Autres actifs non courants	30/09/13	30/09/14
Créance d'impôt	1 238	1 534
Autres actifs à long terme		132
Total autres actifs non courants	1 238	1 666

La créance d'impôt se détaille comme suit :

- Un « carry back » d'un montant de 1 068 K€ remboursable au plus tard à la liquidation de l'impôt dû au titre de l'exercice se clôturant le 30 septembre 2015 ;
- Un Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) d'un montant de 223 K€ remboursable au plus tôt à la liquidation de l'impôt dû au titre de l'exercice se clôturant le 30 septembre 2015 et au plus tard au titre de l'exercice se clôturant le 30 septembre 2017.
- Un Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) d'un montant de 243 K€ remboursable au plus tôt à la liquidation de l'impôt dû au titre de l'exercice se clôturant le 30 septembre 2015 et au plus tard au titre de l'exercice se clôturant le 30 septembre 2018.

Créances d'impôt et autres actifs courants	30/09/13	30/09/14
Créance d'impôt	30	52
Prêts et cautionnement à moins d'un an	37	3
Charges constatées d'avance	323	235
Total autres actifs courants	390	290

Les charges constatées d'avance sont des charges diverses de fonctionnement se rapportant à la période suivante.

Note 2.8 : Trésorerie et équivalents de trésorerie (Valeurs en K€)

Trésorerie et équivalents de trésorerie	30/09/13	30/09/14
Équivalents de trésorerie (Sicav et FCP monétaires)		
Trésorerie	8 037	10 934
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 037	10 934

La trésorerie excédentaire est placée en comptes à terme ou en comptes courants bancaires rémunérés.

Note 2.9 : Capitaux propres

Au 30 septembre 2014, le capital social de 11 296 K€ est composé de 3 530 000 actions d'une valeur nominale de 3,20 €, de même catégorie et entièrement libérées.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mars 2014, la société MEDIA 6 détenait 280 229 actions en propre au 30 septembre 2014 comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant de 1 909 K€.

Note 2.10 : Passifs financiers

L'endettement financier global (courant et non courant) a diminué depuis le 30 septembre 2013, passant d'un montant de 2 523 K€ à 1 156 K€.

Aucun nouvel emprunt n'a été conclu dans l'exercice.

Les concours bancaires court terme d'exploitation de 920 K€ doivent être rapprochés des disponibilités inscrites à l'actif pour 10 934 K€ afin d'apprécier la trésorerie nette court terme positive de 10 014 K€ du Groupe à la clôture de l'exercice.

Variation des passifs financiers (Valeurs en K€)

Passif non courants	30/09/13	+	-	Reclass.	30/09/14
Emprunts auprès d'établissements de crédit	913			(606)	307
Emprunts (crédit-bail)	201			(122)	79
Autres emprunts et dettes assimilées	39				39
Total Passifs non courants	1 153			(728)	425

Passifs courants	30/09/13	+	-	Reclass.	30/09/14
Emprunts auprès d'établissements de crédit	1 197		(1 197)	606	606
Emprunts (crédit-bail)	131		(131)	122	122
Concours bancaires	692	228	(27)		920
Autres emprunts et dettes assimilées	27		(12)		3
Intérêts courus sur emprunts	15				
Total Passifs courants	2 062	228	(1 367)	728	1 651

Echéancier des passifs financiers (Valeur en K€)

Nature des passifs financiers	30/09/14	Échéance		
		- 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus 5 ans
Emprunts bancaires à taux variables	457	150	307	
Emprunts bancaires à taux fixes	456	456	0	
Crédit-bail immobilier	201	122	79	
Autres emprunts et dettes assimilées	39	0	39	
Banques créditrices	920	920		
Intérêts courus sur emprunts	3	3		
TOTAL	2 076	1 651	425	0

La quasi-totalité des passifs financiers est concentrée sur l'activité Services du Groupe (MEDIA 6 SA et sociétés immobilières).

Les passifs financiers par année se décomposent comme suit :

	du 01/10/14 au 30/09/15	du 01/10/15 au 30/09/16	du 01/10/16 au 30/09/17	du 01/10/17 au 30/09/18	du 01/10/18 au 30/09/19	Total
Emprunts banc. à taux variable - nominal	150	152	155			457
Emprunts banc. à taux variable - intérêts	6	4	1			11
Emprunts banc. à taux fixe - nominal	456					456
Emprunts banc. à taux fixe - intérêts	10					10
Crédit-bail immobilier - nominal	122	79				201
Crédit-bail immobilier - intérêts	5	1				6
Autres emprunts et dettes assimilés	0	39				39
Banques créditrices	920					920
TOTAL	1 669	275	156	0	0	2 100

Risques

Risque de taux d'intérêt

Les emprunts du Groupe essentiellement contractés et enregistrés dans les comptes de MEDIA 6 SA sont soit à taux variables indexés sur l'Euribor 3 mois, soit à taux fixe.

La société MEDIA 6 SA a souscrit en 2012 un emprunt de 750 K€ à taux variable auprès de la banque HSBC pour financer des investissements industriels 'acquisition d'une presse à imprimer).

Risque de change

Le Groupe MEDIA 6 est peu exposé aux risques de change compte tenu de la prépondérance de l'euro dans les volumes d'achats et de ventes.

Les filiales qui sont localisées en dehors de la zone euro - MEDIA 6 ROMANIA, MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd, ARTIUM PRODUCTION Ltd, DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd - et qui peuvent être amenées à enregistrer à l'échelle locale des écarts de change non négligeables demeurent toutefois non significatives de ce point de vue à l'échelle du Groupe.

En tout état de cause, si les circonstances l'exigent, des couvertures spécifiques sont constituées sur la base des parités contractuelles tant à l'achat (fournisseurs) qu'à la vente (clients) dès lors qu'un risque potentiel est identifié.

Risque clients

Le risque de non recouvrement des créances clients est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de sa clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'en-cours résultant d'analyses financières spécifiques. Les créances sont réparties sur environ 500 clients (entités juridiques différentes), dont aucun ne dépasse 10% du chiffre d'affaires consolidé.

Note 2.11 : Engagements envers le personnel et autres provisions (Valeurs en K€)

Indemnités de fin de carrière

Le risque de départ en retraite est provisionné dans les conditions suivantes :

Salariés concernés	tous les salariés en CDI
Date départ à la retraite	60 à 67 ans
Base	Indemnité conventionnelle de départ en retraite
Probabilité du risque	jusqu'à 40 ans d'âge \Rightarrow de 1,5% à 15% de risque de 41 ans à 50 ans d'âge \Rightarrow de 18% à 45% de risque de 51 ans à 67 ans d'âge \Rightarrow de 50% à 100% de risque
Taux moyen revalorisation des salaires	1%
Taux moyen charges soc. patronales	43,6%
Actualisation	3,05 % au 30/09/13 et 1,86 % au 30/09/14 (Source Taux iBoxx Corporates AA)

Cette provision est destinée à faire face aux engagements correspondant à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon une méthode prospective prenant en compte l'ancienneté, l'espérance de vie (table de mortalité INSEE 2013) et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation et d'actualisation. Ce calcul tient compte de la nouvelle loi sur les départs à la retraite.

A partir de ces hypothèses, l'impact annuel enregistré en résultat courant se décompose comme suit :

- Coût des services rendus : -85 K€
- Coût financier : -34 K€
- Impact des variations actuarielles : -300 K€
- Impact des entrées/sorties de l'exercice : +88 K€

Soit au total, une charge de 331 K€.

Aucune provision n'a été constituée pour les filiales étrangères, ces dernières n'ayant aucune obligation légale ou constructive en la matière.

Variation des engagements envers le personnel et autres provisions (Valeurs en K€)

Engagements envers le personnel	30/09/13	+	-	30/09/14
Provisions indemnités de départ à la retraite	1 111	361	(30)	1 442
Total engagements envers le personnel	1 111	361	(30)	1 442

Autres provisions	30/09/13	Augm. Dotat.	Diminution		30/09/14
			Utilisat.	Reprise	
Provisions pour litiges	193	48	(166)		75
Provisions pour charges					
Provisions pour risques sociaux	59	59	(6)		112
Sous-total Non courant	252	107	(172)		187
Provisions pour charges(<1an)		13			13
Provisions pour litiges (< 1 an)					
Provisions pour risques sociaux (< 1 an)		487			487
Provisions pour restructuration (< 1 an)					
Sous-total Courant		500			500
Total autres provisions	252	607	(172)		687

Note 2.12 : Dettes fournisseurs et autres crébiteurs (Valeurs en K€)

Les dettes fournisseurs et des autres crébiteurs sont à moins d'un an.

Dettes fournisseurs et autres crébiteurs	30/09/13	30/09/14
Fournisseurs	8 796	7 153
Dettes sur acquisitions d'actifs	57	163
Dettes sociales	3 011	3 201
Dettes fiscales	1 306	1 174
Dividendes à payer	4	4
Autres dettes	2 456	5 377
Total dettes fournisseurs et autres crébiteurs	15 630	17 072

Note 2.13 : Autres passifs courants (Valeurs en K€)

Autres passifs courants	30/09/13	30/09/14
Produits constatés d'avance	608	896
Total autres passifs courants	608	896

Note 2.14 : Informations sectorielles

Eléments d'Actif et de Passif par secteurs d'activité au 30/09/2013 (Valeurs en K€)

ELEMENTS D'ACTIF	Production	Services		Total au 30/09/13
		Non Immobilier	Immobilier	
Actifs non courants				
Goodwill	5 662	1 851		7 513
Immobilisations incorporelles	117	126		243
Immobilisations corporelles	3 428	141	12 596	16 165
Immeuble de placement			4 950	4 950
Impôts différés	165	761		926
Autres actifs non courants		1 238		1 238
Actifs non courants destinés à être cédés			545	545
Actifs courants				
Stocks et en-cours	5 910	106		6 016
Clients et autres débiteurs	9 802	2 925	172	12 899
Créances d'impôt et autres actifs courants	218	113	59	390

ELEMENTS DE PASSIF	Production	Services		Total au 30/09/13
		Non Immobilier	Immobilier	
Passifs non courants				
Passifs financiers non courants		457	696	1 153
Engagements envers le personnel	570	541		1 111
Autres provisions	177	49	26	252
Impôts différés	96		3 205	3 301
Autres passifs non courants			4	4
Passifs courants				
Passifs financiers courants (moins d'un an)	26	1 237	799	2 062
Provisions (part à moins d'un an)	0			
Fournisseurs et autres crébiteurs	10 898	4 220	512	15 630
Dettes d'impôt	148			148
Autres passifs courants	271		337	608

Eléments d'Actif et de Passif par secteurs d'activité au 30/09/2014 (Valeurs en K€)

ELEMENTS D'ACTIF	Production	Services		Total au 30/09/14
		Non Immobilier	Immobilier	
Actifs non courants				
Goodwill	5 210	1 851		7 061
Immobilisations incorporelles	92	131		223
Immobilisations corporelles	3 104	113	11 990	15 207
Immeuble de placement			2 275	2 275
Impôts différés	288	495		783
Autres actifs non courants	132	1 534		1 666
Actifs non courants destinés à être cédés			1 800	1 800
Actifs courants				
Stocks et en-cours	5 081	274		5 355
Clients et autres débiteurs	11 235	2 505	216	13 956
Créances d'impôt et autres actifs courants	158	88	44	290

ELEMENTS DE PASSIF	Production	Services		Total au 30/09/14
		Non Immobilier	Immobilier	
Passifs non courants				
Passifs financiers non courants		307	118	425
Engagements envers le personnel	826	616		1 442
Autres provisions	123	38	26	187
Impôts différés	82		2 657	2 739
Autres passifs non courants			3	3
Passifs courants				
Passifs financiers courants (moins d'un an)	24	1 045	582	1 651
Provisions (part à moins d'un an)	500			500
Fournisseurs et autres crébiteurs	12 268	4 180	624	17 072
Dettes d'impôt	97			97
Autres passifs courants	420	150	326	896

Investissements par secteurs d'activité au 30/09/2013 (Valeurs en K€)

Nature d'investissements	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles			
Concessions, brevets	59		59
Autres immobilisations incorporelles	55	77	132
Immobilisations incorporelles en cours			
Avances et acomptes			
Sous-Total immobilisations incorporelles	114	77	191
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions	6	42	48
Matériel et outillage	266	1	267
Autres immobilisations corporelles	59	49	108
Immobilisations corporelles en cours	39	43	82
Avances et acomptes	23		23
Sous-Total immobilisations corporelles	393	135	528
Total Investissements	507	212	719

Investissements par secteurs d'activité au 30/09/2014 (Valeurs en K€)

Nature d'investissements	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles			
Concessions, brevets	11	24	35
Autres immobilisations incorporelles	19	54	73
Immobilisations incorporelles en cours			
Avances et acomptes			
Sous-Total immobilisations incorporelles	30	78	108
Immobilisations corporelles			
Terrains		8	8
Constructions		100	100
Matériel et outillage	697		697
Autres immobilisations corporelles	93	53	146
Immobilisations corporelles en cours	34	252	286
Avances et acomptes		2	2
Sous-Total immobilisations corporelles	824	415	1 239
Total Investissements	854	493	1 347

Dotations nettes aux amortissements par secteurs d'activité au 30/09/2013 (Valeurs en K€)

	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles	(35)	(53)	(88)
Immobilisations corporelles	(1 271)	(1 036)	(2 307)
Total Dotations nettes aux amortissements	(1 306)	(1 089)	(2 395)

Dotations nettes aux amortissements par secteurs d'activité au 30/09/2014 (Valeurs en K€)

	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles	(55)	(73)	(128)
Immobilisations corporelles	(1 146)	(972)	(2 118)
Total Dotations nettes aux amortissements	(1 201)	(1 045)	(2 246)

PARTIE 3 : NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

Note 3.0 : Chiffre d'affaires

Méthode de reconnaissance du Chiffre d'affaires

La reconnaissance du chiffre d'affaires est effectuée :

- soit à la livraison des produits (base Ex Work - départ usine ou entrepôt)
- soit à l'avancement pour les prestations de services (installation, agencement...)

Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs d'activités (Valeurs en K€)

Les principes de classement des différentes activités du Groupe par secteurs sont les suivants :

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et agencement de mobilier commercial multi matériaux
- Mèches et mèchiers.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Activités immobilières,
- Divers (s'il y a lieu).

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité	30/09/13	30/09/14
Secteur Production	43 902	44 540
Secteur Services	9 600	10 096
TOTAL	53 502	54 636

Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs géographiques (Valeurs en K€)

Chiffre d'affaires par secteurs géographiques	30/09/13	30/09/14
France	40 826	41 928
Europe (<i>hors France</i>)	4 866	4 829
Reste du monde	7 810	7 879
TOTAL	53 502	54 636

Le chiffre d'affaires « Reste du monde » correspond à l'activité des filiales en Chine.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé.

Note 3.1 : Résultats par secteurs d'activité

Résultat Opérationnel (Valeurs en K€)

Résultats Opérationnels	30/09/13	30/09/14
Secteur Production	(1 305)	(1 243)
Secteur Services	1 910	836
TOTAL	605	(407)

Résultat Nets (Valeurs en K€)

Résultats Nets	30/09/13	30/09/14
Secteur Production	(1 560)	(1 444)
Secteur Services	1 833	1 471
TOTAL	273	27

Note 3.2 : Charges de personnel (Valeurs en K€)

Charges de personnel	30/09/13	30/09/14
Salaires	(12 500)	(12 450)
Charges sociales	(4 927)	(4 484)
Frais d'intérim	(952)	(1 258)
Participation		(33)
Dotations nettes engagements de retraite	(12)	(331)
TOTAL	(18 391)	(18 556)

Note 3.3 : Dotations aux amortissements et provisions (Valeurs en K€)

Dotations aux amortissements	30/09/13	30/09/14
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	(88)	(128)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(2 307)	(2 118)
Dotations aux amortissements des immobilisations	(2 395)	(2 246)

Dotations nettes aux provisions	30/09/13	30/09/14
Dotations aux provisions pour litiges salariaux	(20)	(59)
Dotations aux provisions pour autres litiges	(106)	(48)
Dotations pour dépréciations des actifs circulants	(124)	(537)
Dotations aux provisions	(250)	(644)
Reprises / utilisations sur provisions pour litiges salariaux		
Reprises / utilisations sur provisions pour autres litiges		
Reprises / utilisations sur dépréciations des actifs circulants		
Reprises / utilisations sur provisions		
Dotations nettes aux provisions	(250)	(644)

Les reprises de provisions utilisées ont été positionnées en déduction des charges comptabilisées de même nature.

Note 3.4 : Autres produits et charges d'exploitation (Valeurs en K€)

Autres produits et charges d'exploitation	30/09/13	30/09/14
Autres charges d'exploitation	(220)	(102)
Autres produits d'exploitation	17	39
Total autres produits et charges d'exploitation	(203)	(63)

Note 3.5 : Variations de juste valeur et Autres produits et charges opérationnels (Valeurs en K€)

Variations de juste valeur	30/09/13	30/09/14
Variation de juste valeur Immeuble Machecoul (44)	216	
Variation de juste valeur Immeuble Francières - Estrées St Denis (60)	(200)	
Variation de juste valeur Immeuble Saint Denis (93)		(875)
Total Variations de juste valeur	16	(875)

Autres produits et charges opérationnels	30/09/13	30/09/14
Dotation nette aux provisions pour charges non récurrentes		(487)
Charges non récurrentes		(94)
Produits non récurrents	38	18
Crédits d'impôt sur exercices antérieurs		
Total Autres produits et charges opérationnels	38	(563)

La dotation aux provisions pour charges non récurrentes ainsi que les charges non récurrentes correspondent à la condamnation par la Cour d'Appel d'Amiens de l'ancienne filiale MEDIA PRODUCTION CARTON fusionnée depuis au sein de MEDIA 6 PRODUCTION PLV à la suite de litiges avec certains des salariés licenciés. La société a formé un pourvoi en Cassation à l'encontre de ce jugement.

Note 3.6 : Coût de l'endettement financier net / Autres produits et charges financiers

La gestion de trésorerie est centralisée par la holding MEDIA 6 SA. Chaque filiale dispose d'un compte courant rémunéré en fonction du taux du marché sur lequel MEDIA 6 SA place ses excédents et approvisionne ses insuffisances (sauf pour les emprunts antérieurement conclus par les entreprises nouvellement rachetées). Seul l'excédent global de trésorerie (ou l'insuffisance globale) est placé ou emprunté par la holding sur le marché.

Note 3.7 : Impôt sur les bénéfices (Valeurs en K€)

Impôt sur les bénéfices	30/09/13	30/09/14
Impôt sur les résultats	(211)	(251)
Charges / Produits intégration fiscale		
Impôts différés	(4)	489
Total impôt sur les bénéfices	(215)	238

L'impôt sur les résultats des sociétés françaises a été comptabilisé au 30/09/2014 au taux de 33,33% majoré de la contribution sociale de 3,3% sur une partie de l'impôt société, soit un taux effectif global de 34,43%.

L'impôt sur les résultats des sociétés étrangères a été comptabilisé au 30/09/2014 au taux en vigueur dans chacun des pays concernés.

Note 3.8 : Impôts différés (Valeurs en K€)

Les impôts différés en consolidation résultent des retraitements et éliminations pratiqués, et des différences temporelles apparaissant entre les bases comptables et les bases fiscales. Ils sont évalués en utilisant les règles fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la clôture. Les impôts différés actifs s'élèvent à 783 K€ et les impôts différés passifs à 2 739 K€. La variation de l'impôt différé comptabilisée au compte de résultat annuel se traduit par un produit de 489 K€. L'activation des impôts différés actifs a été effectuée en tenant compte des perspectives de résultats des deux prochains exercices. Il est par ailleurs précisé que les déficits ne sont pas activés sur les filiales étrangères.

Impôts différés actifs (en K€)	30/09/13	Variations		30/09/14
		par réserves	par résultat	
Différences temporelles (social vs fiscal)	498		104	602
Marge sur stocks				
Amortissements dérogatoires	(144)		46	(98)
Activation de reports déficitaires	716		(371)	345
Fonds de commerce	42			42
Dépréciation des actions propres	(225)		85	(140)
Autres	39	(26)	19	32
Total impôts différés actifs	926	(26)	(117)	783

Impôts différés passifs (en K€)	30/09/13	Variations		30/09/14
		par réserves	par résultat	
Différences temporelles (social vs fiscal)	(110)		(19)	(129)
Marge sur stocks				
Amortissements dérogatoires	208		(27)	181
Rééval. constructions (immob. corporelles)	1 936		(87)	1 849
Rééval. constructions (immeubles placement)	1 275		(425)	850
Crédit bail	(37)		(62)	(99)
Activation des reports déficitaires				
Dépréciation des actions propres				
Autres	29	44	14	87
Total impôts différés passifs	3 301	44	(606)	2 739

Analyse et variation du taux de l'impôt sur les sociétés (Valeurs en K€)

Taux de l'impôt sur les sociétés	30/09/13	30/09/14
Résultat net consolidé	273	27
Impôt sur les bénéfices	(215)	238
Résultat net consolidé imposable	488	(211)
Impôts sur les sociétés théorique	(168)	73
<i>Taux d'imposition de droit commun</i>	<i>34,43%</i>	<i>34,43%</i>
Différences permanentes	(64)	(81)
Déficits reportables non activés	(191)	(171)
Bénéfices non taxés car imputés sur déficits antérieurs non activés	136	343
Ecarts de taux d'imposition	72	74
Impôt sur les sociétés comptabilisé	(215)	238
<i>Taux effectif d'imposition</i>	<i>44,06%</i>	<i>112,80%</i>

Note 3.9 : Résultat par action (Valeurs en €)

Le résultat par action est calculé par rapport au résultat part du Groupe.

Résultat par action	30/09/13	30/09/14
Résultat net consolidé (part du Groupe, en K€)	273	27
Nombre moyen d'actions	3 530 000	3 530 000
Résultat net par action de base	0,08	0,01
Équivalents actions sur options de souscription		
Nombre moyen d'actions après effet des conversions potentielles	3 530 000	3 530 000
Résultat net par action dilué	0,08	0,01

Note 3.10 : Effectifs

Au 30/09/2014, le Groupe MEDIA 6 emploie 519 personnes dont :

- cadres / maîtrise 33%
- ouvriers / employés 67%

Les principes de classement des différentes activités du Groupe sont décrits en note 3.0.

Secteurs d'activités	30/09/13	30/09/14
Secteur Production	436	467
Secteur Services	55	52
Total Effectifs	491	519

Il est rappelé que la répartition des effectifs par secteurs d'activités présentée ci-dessus, traduit une situation ponctuelle arrêtée au 30 septembre 2014. La variation d'activité au cours de l'exercice a corrélativement entraîné, spécialement en ce qui concerne le secteur production, un ajustement des effectifs. Le nombre de salariés n'a donc pas nécessairement été toujours le même au cours de la période écoulée. Ci-après sont indiqués les effectifs moyens annuels mesurés en équivalent temps plein (ETP).

Effectifs	Moyenne 2013	Moyenne 2014
Personnel sous contrat CDI ou CDD	565,8	510,5
Intérim	33,2	45,3
Total Effectifs moyens (ETP)	599,0	555,8

La moyenne 2014 inclut le personnel appartenant aux structures MEDIA ASIA 6 PRODUCTION Ltd, ARTIUM PRODUCTION Ltd et DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Ltd. Hors Chine, les effectifs moyens totaux se sont élevés à 405,3 en 2014 contre 426,3 en 2013, soit une baisse moyenne de -4,9%.

Note 3.11 : Autres informations

Mandataires sociaux

La rémunération nette versée aux mandataires sociaux de façon directe ou indirecte pour l'exercice écoulé s'est élevée à 694 K€. Elle était de 710 K€ pour le précédent exercice.

Il est par ailleurs précisé la rémunération du Directeur Général Délégué se décompose en une partie fixe représentant 80% environ de la rémunération totale, et en une partie variable à l'atteinte d'un objectif de résultat opérationnel consolidé du Groupe pour l'exercice concerné. A l'atteinte de cet objectif cette partie variable représente environ 20% de la rémunération totale.

Honoraires des commissaires aux comptes

Au 30 septembre 2014, la charge consolidée relative aux honoraires des commissaires aux comptes intervenant pour l'ensemble des filiales du Groupe (y compris la consolidation) s'élevait à 164,0 K€. La charge correspondante de l'exercice précédent s'établissait à 176,6 K€.

Passifs éventuels

A la clôture au 30 septembre 2014, le Groupe n'a pas provisionné la demande effectuée en 2011 par 7 salariés de l'ancienne société MEDIA 6 PRODUCTION CARTON, objet d'un litige prud'homal en cours, estimant avoir rempli toutes ses obligations dans le cadre du PSE adopté pour cette société. Il est précisé que ce PSE prévoyait notamment le versement d'indemnités supérieures aux minima conventionnels et légaux.

Le montant total des sommes réclamées par ces 7 salariés s'élève au 30 septembre 2014 à 1 001 K€.

PARTIE 4 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 1^{er} octobre 2014, la société MEDIASIXTE ALDIGE a été dissoute par transmission universelle de patrimoine à la société MEDIA 6 SA.

PARTIE 5 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cautions accordées par MEDIA 6 SA

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution auprès de la Banque Nationale du Canada de la filiale COULEUR 6 INC à Montréal pour 10 000 dollars canadiens, soit 7 K€ au 30 septembre 2014 pouvant être portés après accord préalable de MEDIA 6 SA jusqu'à 100 000 dollars canadiens, soit 71 K€ le cas échéant.

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit des organismes de crédit bail immobilier Fructicomi et Slibail, à raison d'un contrat de crédit bail immobilier conclu avec la filiale MEDIASIXTE BOIS, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Sainte-Pazanne (44680). Au 30 septembre 2014, l'engagement résiduel sur ce contrat représente 98 K€ (162 K€ en 2013).

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit de la banque HSBC, à raison d'un emprunt contracté par la filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Tremblay en France (93290). Au 30 septembre 2014, l'engagement résiduel sur ce contrat représente 187 K€ (524 K€ en 2013).

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit de la banque Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France Paris, à raison de deux emprunts contractés par la filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Tremblay en France (93290). Au 30 septembre 2014, l'engagement résiduel sur ces contrat représente 279 K€ (617 K€ en 2013).

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit de la banque HSBC, à raison d'un remboursement d'acompte auprès d'un client de la société MEDIA 6 ASIA PRODUCTION pour 2 000 000 USD jusqu'au 31 décembre 2014. Au 30 septembre 2014, l'engagement sur cette caution représente 1 587 K€.

Engagements de crédit bail

Voir note 2.3 de l'Annexe sur les comptes consolidés.

Clauses dites de défaut au sein des contrats d'emprunt

Par principe, au sein du Groupe, les emprunts auprès des établissements de crédit sont contractés par MEDIA 6 SA.

Pour l'acquisition du nouveau siège social, le Groupe a emprunté la somme de 4 000 K€ au travers de sa filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE.

D'autres exceptions concernent des reliquats d'emprunts qui ont été souscrits par certaines filiales préalablement à leur acquisition par MEDIA 6 SA.

Les banques insèrent habituellement dans leurs contrats des clauses dites de défaut qui en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers peuvent entraîner notamment une accélération de l'exigibilité du passif financier concerné ou une augmentation du coût du financement supporté par l'emprunteur.

L'examen de ces clauses de défaut et des conditions de leur application détaillées ci-dessus ne fait pas apparaître de probabilité d'occurrence des faits générateurs propres à chacune d'entre elles à la clôture des comptes au 30 septembre 2014.

Clauses de défaut relatives aux emprunts auprès des établissements de crédit

Encours résiduel utilisable ou utilisé au 30/09/2014	Échéances	Clauses de défaut en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers
Emprunts à moyen terme		
MEDIA 6 SA Emprunt 750 K€ Souscrit en juillet 2012 Durée : 20 trimestres	468 K€	05/08/17
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE Emprunt 2 000 K€ Souscrit en avril 2008 Durée : 7 ans	187 K€	20/04/15
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE Emprunt 1 400 K€ Souscrit en avril 2008 Durée : 7 ans	177 K€	16/05/15
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE Emprunt 600 K€ Souscrit en septembre 2008 Durée : 7 ans	102 K€	16/10/15
TOTAL	934 K€	

RAPPORT DES COMMISSAIRES AU COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS ARRETTÉS AU 30 SEPTEMBRE 2014

MEDIA 6 SA

Capital social : 11 296 000 €

Siège social : 33, avenue du bois de la pie - 93290 Tremblay-en-France

Période du 1^{er} octobre 2013 au 30 septembre 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **MEDIA 6**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- Le principe de suivi des actifs immobilisés, notamment les goodwill est exposé dans la note 2.3.1 « Tests de valorisation des actifs immobilisés » de l'annexe aux états financiers. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs recouvrables, notamment à revoir l'actualisation des flux futurs de trésorerie attendus des unités génératrices de trésorerie (UGT), à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les prévisions budgétaires établies par UGT et à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 28 janvier 2015

Les commissaires aux comptes,

GRANT THORNTON

Membre français de Grant Thornton International

EFICO

Mme Natascha VIGNAUX

Associée

M. Michel STALLIVIERI

Associé

- IV -

DEPENDANCE DU GROUPE MEDIA 6

FACE A CERTAINS

FACTEURS DE RISQUE

LES RISQUES OPERATIONNELS

Risque lié aux conditions de marché

La communication sur le point de vente est un secteur d'activité fortement concurrentiel et très atomisé. Le positionnement du Groupe MEDIA 6 sur ce marché est d'apporter en permanence un ensemble diversifié de produits et de prestations : intégration verticale (création, fabrication, agencement, installation), intégration horizontale (offre multi matériaux avec des usines spécialisées). L'outil de production est à la pointe dans son domaine d'activité.

Assurances

Le Groupe a toujours assuré de manière satisfaisante ses activités dans des conditions conformes aux normes de la profession. Il a mis en place des programmes d'assurance qui permettent une couverture pour divers risques et activités importants qui concernent :

- les risques de dommages matériels et les pertes d'exploitation qui en résultent
- la responsabilité civile
- la responsabilité des dirigeants
- le transport

Le Groupe MEDIA 6 a souscrit des assurances supplémentaires lorsque cela était nécessaire, soit pour respecter les lois en vigueur, soit pour couvrir plus spécifiquement les risques dus à une activité ou à des circonstances particulières.

Les programmes d'assurance sont supervisés par un courtier spécialisé et répartis sur des compagnies d'assurance européennes à surface financière importante.

LES RISQUES LIES A L'ACTIVITE INTERNATIONALE

Risque de taux d'intérêt

Se reporter à la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque de change

Se reporter à la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque pays

Aucune activité n'est développée dans un pays identifié comme risqué.

LES RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT FINANCIER

Risque clients

Le risque de non recouvrement des créances clients est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de sa clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'en-cours résultant d'analyses financières spécifiques. Les créances sont réparties sur environ 500 clients (entités juridiques différentes), dont aucun ne dépasse 10% du chiffre d'affaires consolidé.

Risque sur les engagements financiers

Le risque d'incapacité à faire face à ses engagements financiers est extrêmement faible pour le Groupe MEDIA 6 du fait d'un niveau d'endettement à long terme représentant 1,2% des capitaux propres consolidés et d'une trésorerie nette de 16,8% du total du bilan consolidé.

Risque de liquidité / Informations sur les clauses de défaut au sein des contrats d'emprunt

Le détail de ces clauses est exposé dans l'annexe aux comptes consolidés annuels (Partie 5 - Engagements hors Bilan). Les conditions de leur application ne fait pas apparaître de probabilité d'occurrence des faits génératrices propres à chacune d'entre elles à la clôture des comptes au 30 septembre 2014.

L'échéancier des passifs financiers figure dans la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque de sensibilité des capitaux propres

Une partie des actifs (11,8% du total actif consolidé au 30 septembre 2014) est composée d'éléments incorporels (goodwills) dont la valeur dépend en grande partie de résultats opérationnels futurs. L'évaluation de ces goodwills suppose également que le Groupe MEDIA 6 formule des hypothèses réaliste sur des éléments qui sont par nature incertains. Au cas où un changement intervenait dans les hypothèses sous-tendant cette évaluation, une réduction des capitaux propres serait à enregistrer.

Risque de déficience du contrôle interne

L'organisation générale du contrôle interne du Groupe MEDIA 6 repose sur une centralisation et une coordination des services administratifs. Elle concerne les systèmes d'information utilisés par les filiales, le contrôle budgétaire, l'élaboration des comptes consolidés, la gestion centralisée de la trésorerie, les opérations de nature juridique ou financière.

Le Groupe MEDIA 6 étend par ailleurs progressivement à l'ensemble de ses filiales un ensemble de procédures et normes communes dans des domaines variés : gestion des achats, suivi des engagements, procédures qualité...

Risque d'erreurs ou de pertes de données informatiques

Les filiales françaises du Groupe sont dotées d'un système informatique de base intégrant la gestion commerciale, la gestion de production et la gestion comptable. Les informations peuvent être ainsi suivies en temps réel, les risques d'erreur liés à la saisie multiple sont réduits.

Pour pallier aux risques de panne, de coupure électrique, d'attaque de virus ou de vol de données, le Groupe MEDIA 6 s'est doté des outils appropriés tels qu'onduleurs, pare-feux, anti-virus. Par ailleurs des sauvegardes journalières sont effectuées et stockées sur des sites différents.

- V -

LE GROUPE MEDIA 6

ET

LA RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

Le Groupe MEDIA 6 a fait de sa responsabilité environnementale un engagement important de sa politique, souvent en collaboration directe avec ses clients.

Les activités du Groupe ne comprennent pas de risque environnemental majeur direct. Toutefois certains de nos sites industriels en France sont considérés comme « installations classées pour la protection de l'environnement » et soumis à ce titre aux contrôles de la DRIRE. Les points pouvant avoir des impacts environnementaux et qui font l'objet d'actions spécifiques concernent notamment :

- la maîtrise des consommations d'énergie
- la maîtrise des nuisances sonores vis-à-vis du personnel
- la maîtrise des nuisances pour les riverains
- la gestion des déchets
- le recyclage et la valorisation des déchets par des sous-traitants spécialisés
- la gestion des rejets de composés organiques volatils (COV)
- le stockage de produits sensibles, avec bacs de rétention

Les sites industriels planifient et réalisent des contrôles périodiques, afin de répondre aux dispositions réglementaires applicables. Selon les besoins, ces contrôles sont réalisés en interne ou avec l'assistance de prestataires extérieurs. Si une non-conformité est mise en évidence, un plan d'action est mis en place pour y remédier.

A la clôture de l'exercice au 30 septembre 2014, aucune provision n'a été constituée pour risques en matière d'environnement.